ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, neuvième chambre, saisi par le Président de la Chambre des Représentants, le 24 février 1987, d'une demande d'avis sur une proposition de loi "modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire", a donné le 24 juin 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, negende kamer, op 24 februari 1987 door de Voorzitter van de Kamer van Volksvertegenwoordigers verzocht hem van advies te dienen over een voorstel van wet "tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken" heeft op 24 juni 1987 het volgend advies gegeven :

Déposée par MM. SCHILTZ et BAERT, la proposition de loi modifiant la loi du 15 juin 1935 concernant l'emploi des langues en matière judiciaire a pour objet la modification des articles 14 à 16 et l'abrogation de l'article 23 de la loi du 15 juin 1935.

Les auteurs de la proposition entendent qu'il soit mis fin à la faculté de demander le renvoi d'une juridiction à une autre pour des motifs linguistiques, le seul droit laissé à l'inculpé étant d'obtenir l'assistance d'un interprète. Dans les développements de la proposition, il est exposé que la règle qui permettait le renvoi des causes pénales vers une juridiction d'un autre régime linguistique "pouvait se comprendre à une époque où il n'y avait sans doute pas assez d'interprètes fiables", mais ne se justifie plus à l'heure actuelle "vu le développement qu'a connu l'enseignement des langues. Bien plus, l'invocation systématique et souvent contestable de cette règle est, dans la pratique, source d'anomalies puisqu'elle a pour effet que des faits qui se sont produits dans un même arrondissement ne sont pas traités de manière identique". La proposition se donne, dès lors, pour objectif de concilier "l'égalité des justiciables devant les tribunaux" et "le respect des droits de la défense".

Pareille motivation semble perdre de vue que les tribunaux, singulièrement en matière répressive, sont tenus de respecter le principe de légalité, et il serait regrettable qu'elle parût encourager les citoyens à "croire qu'en matière répressive, les juridictions statuent différemment suivant la langue qu'elles utilisent".

+

La matière faisant l'objet de la proposition est réglée par plusieurs dispositions de droit international en vigueur en Belgique, contenues respectivement dans la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales, signée à Rome le 4 novembre 1950 et approuvée par la loi du 13 mai 1955, et dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, fait à New York le 19 décembre 1966 et approuvé par la loi du 15 mai 1981.

L'article 6, § 3, e, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales dispose que "tout accusé a droit notamment à : ... e) se faire assister gratuitement d'un interprète s'il ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience".

Selon la jurisprudence de la Cour de cassation (1), "l'article 6, § 3, e, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales doit être interprété, dans la perspective du droit à un procès équitable, comme signifiant que l'accusé qui ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience a droit à l'assistance gratuite d'un interprète afin que lui soient traduits ou interprétés tous les actes de la procédure engagée contre lui qu'il lui faut comprendre pour bénéficier d'un tel procès. Il en résulte que les frais d'interprète ne peuvent être mis à charge du prévenu", quelle que soit la langue utilisée.

.../...

---

(1) Voy. Cass., 7 octobre 1968, Pas., 1969, I, 139 (et la note critiquant le texte trop restrictif de l'article 93, 3°, de l'arrêté royal du 28 décembre 1950 portant règlement général sur les frais de justice en matière répressive); 16 février 1970, Pas., 1970, I, 534; 20 avril 1970, Pas., 1970, I, 723, et R.W., 1970-1971, 356; 14 mars 1972, Pas., 1972, I, 653; 17 septembre 1974, Pas., 1975, I, 59 (qui critique aussi l'article 93, 3°, du tarif criminel précité); 9 février 1982, Pas., 1982, I, 733; 25 janvier 1984, Pas., 1984, I, 577 (et la note)

Le droit à un procès équitable constitue, en effet, le principe posé dans l'article 6, § 1er, de la Convention européenne, principe dont les diverses garanties énumérées au paragraphe 3 du même article ne constituent que des applications particulières.

L'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques s'inspire de l'article 6 de la Convention européenne. Il ne semble justifier aucune différence d'application, l'esprit de ces deux dispositions étant similaire, même si leur texte n'est pas identique. L'article 14, § 3, f, du Pacte dispose que "toute personne accusée d'une infraction pénale a droit, en pleine égalité, au moins aux garanties suivantes : ... f) se faire assister gratuitement d'un interprète si elle ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience".

Dans son arrêt du 16 octobre 1984 (1), la Cour de cassation a confirmé que cette disposition relative aux droits de la défense du prévenu avait des effets directs en droit belge.

C'est à la lumière de ces dispositions de droit international directement applicables en Belgique qu'il y a lieu d'apprécier les deux principales innovations que la proposition de loi entend introduire dans les lois sur l'emploi des

.../...

---

(1) Pas., 1984, I, 239; voy. aussi J. VELU, Les effets directs des instruments internationaux en matière des droits de l'homme (Prolegomena, éd., 1981), p. 5-128, spéc. pp. 13-53; M. BOSSUYT, "De directe werking van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten", Rechtsk. Weekbl. 1978-1979, 235-248, et "België partij bij de Unopacten inzake mensenrechten (21 juli 1983)", R.W., 1983-1984, 781-790, spéc. n° 2.

langues en matière judiciaire. Elles consistent respectivement à supprimer toute faculté de renvoi d'un tribunal à un autre, pour y substituer l'assistance d'un interprète, et même à écarter celle-ci dans certaines hypothèses où la connaissance de la langue du tribunal par l'inculpé pourrait être présumée.

I. La règle particulière commune à l'article 6, § 3, e, de la Convention européenne et à l'article 14, § 3, f, du Pacte international paraît limiter à l'assistance gratuite d'un interprète les exigences requises pour que le droit au procès équitable soit respecté quand l'inculpé ne comprend pas ou ne parle pas la langue utilisée à l'audience. Il est toutefois permis de concevoir que dans un Etat plurilingue, l'inculpé bénéficie d'une garantie meilleure, consistant non seulement à se faire entendre du tribunal dans une langue qui leur soit commune, mais aussi à suivre directement, sans la médiation d'un tiers, l'intégralité des débats sans en excepter la plaidoirie de son avocat (1). Tel a été le choix fait par le législateur belge en 1935, confirmé en 1963 et étendu en 1985 aux personnes de langue allemande (2).

.../...

---

(1) D'après l'interprétation donnée par le Cour de cassation à l'article 6, § 3, e, de la Convention européenne, l'assistance d'un interprète ne s'étend pas aux interventions du conseil de l'inculpé. Voy. notamment : Cass., 15 juin 1970, Pas., 1970, I, 909, et, sur cet arrêt : P. LAMBERT, La Convention européenne des droits de l'homme dans la jurisprudence belge (Ed. Nemesis, 1987), p. 34.

(2) Les modifications apportées à l'article 23 de la loi du 15 juin 1935 par l'article 15 de la loi du 23 décembre 1985 ne sont, conformément à l'article 72 de cette dernière loi, pas encore entrées en vigueur.

On notera aussi que deux dispositions des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative applicables notamment aux procédures disciplinaires engagées contre un agent des services établis dans Bruxelles-capitale (article 17, § 1er, B, 1°) ou contre un agent des services centraux (article 39, § 1er, qui porte référence notamment à la disposition précitée de l'article 17, § 1er) excluent expressément le recours aux traducteurs, l'agent ayant le droit d'être entendu dans la langue qui est la sienne selon la détermination qu'en fait l'article 17, § 1er, B, 1°, précité.

La jurisprudence du Conseil d'Etat en a notamment déduit que le respect de cette garantie, liée au principe du respect des droits de la défense, pouvait entraîner que l'agent fût interrogé par l'adjoint linguistique du chef hiérarchique (1). Ainsi, le législateur a estimé que le recours à un interprète protégeait moins bien les droits de la défense que l'utilisation de la langue parlée par l'agent soumis à une action disciplinaire.

Il appartiendra, dès lors, au législateur d'apprécier s'il y a lieu de réduire les garanties relatives à l'emploi des langues en matière judiciaire inspirées par le respect du principe fondamental inscrit dans les deux instruments internationaux, à savoir le droit au procès équitable.

.../...

---

(1) Voy. notamment : arrêts VAN COTTHEM, n° 12.526, 13 juillet 1967; VERCRUYSSEN, n° 17.146, 9 septembre 1975 et n° 17.650, 18 mai 1976; DE BECK, n° 19.322, 11 décembre 1978; PECHON, n° 19.397, 26 janvier 1979.

Les raisons d'hésiter à diminuer l'exercice effectif des droits de défense en matière répressive sont d'autant plus grandes que la justification qui en est donnée dans les développements de la proposition de loi est inadéquate quant à l'objectif poursuivi.

II. Si l'article 1er de la proposition de loi était adopté, les alinéas 6 et 7 de l'article 14 de la loi du 15 juin 1935 seraient rédigés comme suit :

"Il ne sera toutefois pas fait droit à la demande s'il est prouvé que l'inculpé ou le prévenu a fait ses études dans la langue du tribunal, si l'inculpé ou le prévenu a présenté, au Secrétariat permanent de recrutement, un examen dont il ressort qu'il a une connaissance approfondie de la langue du tribunal ou s'il est inscrit, comme fonctionnaire, au rôle linguistique correspondant à la langue du tribunal, ou encore s'il est un mandataire public qui exerce sa fonction en un lieu où le régime linguistique légal prescrit l'emploi de la langue du tribunal.

Par études, il faut entendre un des types d'enseignement, allant de l'enseignement primaire à toute forme d'enseignement supérieur, en ce compris l'enseignement spécialisé reconnu qui a été suivi dans la langue du tribunal".

Ces dispositions ne sont pas compatibles avec les droits subjectifs dont l'inculpé peut se prévaloir en raison de l'application directe de l'article 6, § 3, e, de la Convention européenne et de l'article 14, § 3, f, du Pacte international.

.../...

Il appartient en effet au tribunal saisi de l'action répressive de vérifier, selon les circonstances propres à la cause, si l'inculpé "ne comprend pas ou ne parle pas la langue employée à l'audience". Aucune présomption déduite de connaissances linguistiques vérifiées à l'occasion d'aptitudes étrangères aux nécessités propres à l'exercice intégral des droits de défense en matière répressive ne saurait lier le juge auquel incombe le devoir rigoureux de veiller à pareil exercice.

La section de législation du Conseil d'Etat conclut dès lors à l'incompatibilité de l'article 14, alinéas 6 et 7, en projet, avec les dispositions internationales précitées.

Met het door de heren SCHILTZ en BAERT ingediende wetsvoorstel tot wijziging van de wet van 15 juni 1935 op het gebruik der talen in gerechtszaken, wordt wijziging van de artikelen 14 tot 16 beoogd en opheffing van artikel 23 van de wet van 15 juni 1935.

Het is de bedoeling van de indieners van het voorstel dat een einde wordt gemaakt aan de mogelijkheid om op taalgronden de verwijzing van een zaak van een rechtbank naar een andere te vragen, waarbij het enige recht dat de verdachte gelaten wordt, het recht is om bijstand van een tolk te krijgen. In de toelichting bij het voorstel wordt uiteengezet dat het voorschrift op grond waarvan strafzaken naar een anderstalige rechtbank verwezen konden worden "begrijpelijk (was) in een periode waarin men er terecht kon aan twijfelen of er een voldoende aantal betrouwbare tolken beschikbaar was", maar dat dit thans niet meer het geval is "gelet op de ontwikkeling van het taalonderwijs. In de praktijk leidt integendeel het systematisch en vaak betwistbaar inroepen van dit voorschrift naar bedenkelijke toestanden waarin de gelijke behandeling van feiten die in eenzelfde arrondissement voorvallen in het gedrang komt". Het voorstel stelt zich derhalve ten doel "de gelijkheid van de onderhorigen voor de rechtbanken" tot overeenstemming te brengen met "de rechten van de verdediging".

Een zodanige motivering lijkt over het hoofd te zien dat de rechtbanken, in het bijzonder in strafzaken, verplicht zijn om het wettigheidsbeginsel in acht te nemen en het zou betreurenswaardig zijn als zij bij de burgers "de indruk" zou blijken te wekken "dat er een taalgekleurde rechtspraak in strafzaken bestaat".

+

+ +

De aangelegenheid die in het voorstel aan de orde is, is geregeld door verscheidene in België geldende bepalingen van internationaal recht die respectievelijk vervat zijn in het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden, ondertekend te Rome op 4 november 1950 en goedgekeurd bij de wet van 13 mei 1955 en in het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten, opgemaakt te New-York op 19 december 1966 en goedgekeurd bij de wet van 15 mei 1981.

Artikel 6, § 3, e, van het Europese Verdrag tot bescherming van de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden bepaalt dat "eenieder, die wegens een strafbaar feit wordt vervolgd, ten minste de volgende rechten (heeft) :
... e) zich kosteloos te doen bijstaan door een tolk, indien hij de taal welke ter zitting wordt gebezigd niet verstaat of niet spreekt".

Volgens de rechtspraak van het Hof van Cassatie (1) "(moet) artikel 6, § 3, e, Europees Verdrag Rechten van de Mens in het licht van het recht op een eerlijke behandeling van zijn zaak in die zin worden uitgelegd dat de beschuldigde, die de ter zitting gebezigde taal niet verstaat of niet spreekt, het recht heeft zich kosteloos te doen bijstaan

.../...

---

(1) Zie Cass., 7 oktober 1968, Pas., 1969, I, 139 (en de noot waarbij de te beperkende tekst van artikel 93, 3°, van het koninklijk besluit van 28 december 1950 houdende algemeen reglement op de gerechtskosten in strafzaken wordt gekritiseerd); 16 februari 1970, Pas., 1970, I, 534; 20 april 1970, Pas., 1970, I, 723, en R.W., 1970-1971, 356; 14 maart 1972, Pas., 1972, I, 653; 17 september 1974, Pas., 1975, I, 59 (dat ook artikel 93, 3°, van het voormelde tarief in strafzaken kritiseert); 9 februari 1982, Pas., 1982, I, 733; 25 januari 1984, Pas., 1983-1984, blz. 619 (en de noot).

door een tolk voor de schriftelijke of mondelinge vertaling van alle akten van de tegen hem ingestelde procedure, die hij moet verstaan wil zodanige behandeling van de zaak hem tot voordeel kunnen strekken; daaruit volgt dat de kosten voor de bijstand van een tolk niet mogen ten laste komen van de beklaagde", ongeacht de gebruikte taal.

Het recht van de verdachte op een eerlijke behandeling van zijn zaak is namelijk het beginsel dat ingeschreven is in artikel 6, § 1, van het Europese Verdrag, van welk beginsel de verschillende, in paragraaf 3 van hetzelfde artikel opgenoemde waarborgen slechts bijzondere toepassingen zijn.

Artikel 14 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bouwt voort op artikel 6 van het Europese Verdrag. Het lijkt geen grond voor enige verschillende toepassing op te leveren, aangezien de beide bepalingen in dezelfde geest zijn opgevat, ook al is de tekst ervan niet identiek. Artikel 14, § 3, f, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten bepaalt dat "bij het bepalen van de gegrondheid van een tegen hem ingestelde strafvervolging een ieder, in volle gelijkheid, recht (heeft) op de volgende minimumgaranties : ... f) zich kosteloos te doen bijstaan door een tolk, indien hij de taal die ter zitting wordt gebezigd niet verstaat of niet spreekt".

Het Hof van Cassatie heeft in zijn arrest van 16 oktober 1984 (1) bevestigd dat die bepaling aangaande

.../...

---

(1) Pas. 1984, I, 239; zie ook J. VELU, Les effets directs des instruments internationaux en matière des droits de l'homme (Prolegomena, ed. 1981), blz. 5-128, inzonderheid blz. 13-53; M. BOSSUYT, "De directe werking van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten", Rechtsk. Weekbl. 1978-1979, 235-248, en "België partij bij de Unopacten inzake mensenrechten (21 juli 1983)' R.W., 1983-1984, 781-790, inzonderheid nr. 2.

de rechten van de verdediging van de beklaagde rechtstreekse gevolgen heeft in het Belgisch recht.

Het is in het licht van die rechtstreeks in België toepasselijke bepalingen van internationaal recht dat de twee voornaamste vernieuwingen die het wetsvoorstel in de wetten op het gebruik der talen in gerechtszaken beoogt in te voeren, moeten worden beoordeeld. Zij bestaan respectievelijk in het beëindigen van de mogelijkheid om een zaak van een rechtbank naar een andere te verwijzen en er de bijstand van een tolk voor in de plaats te stellen en zelfs in het afwijzen van die bijstand in bepaalde gevallen waarin zou kunnen worden vermoed dat de verdachte de taal van de rechtbank kent.

I. Het bijzondere voorschrift dat artikel 6, § 3, e, van het Europese Verdrag en artikel 14, § 3, f, van het Internationaal Verdrag gemeenschappelijk hebben, blijkt de vereisten waaraan voldaan moet zijn opdat het recht op een eerlijk proces nageleefd is wanneer de verdachte de op de zitting gebruikte taal niet verstaat of niet spreekt, te beperken tot de kosteloze bijstand van een tolk. Het is evenwel denkbaar dat de verdachte in een meertalige Staat een betere waarborg zou genieten, die er niet alleen in bestaat zich door de rechtbank te laten horen in een taal die beide gemeenschappelijk hebben, maar ook zonder de bemiddeling van een derde de volledige debatten te volgen, het pleidooi van zijn advocaat niet uitgezonderd (1). Dit is de keuze die de Belgische wetgever

.../...

---

(1) Volgens de uitlegging die het Hof van Cassatie heeft gegeven aan artikel 6, § 3, e, van het Europese Verdrag, geldt de bijstand van een tolk niet voor de betogen van de raadsman van de verdachte. Zie inzonderheid : Cass., 15 juni 1970, Pas, 1970, I, 909, en, over dat arrest : P. LAMBERT, La Convention européenne des droits de l'homme dans la jurisprudence belge (Ed. Nemesis, 1987), blz. 34.

gemaakt heeft in 1935, bevestigd heeft in 1963 en in 1985 heeft doorgetrokken tot de Duitstaligen (1).

Er zij ook op gewezen dat twee bepalingen van de gecoördineerde wetten op het gebruik van de talen in bestuurszaken, die onder meer toepasselijk zijn op de tuchtprocedures tegen een ambtenaar van de in Brussel-Hoofdstad gevestigde diensten (artikel 17, § 1, B, 1°) of tegen een ambtenaar van de centrale diensten (artikel 39, § 1, dat met name naar de voormelde bepaling van artikel 17, § 1, verwijst), het inschakelen van vertalers uitdrukkelijk uitsluiten, aangezien de ambtenaar het recht heeft om te worden gehoord in zijn eigen taal zoals die bepaald is in het voormelde artikel 17, § 1, B, 1°.

De rechtspraak van de Raad van State heeft hier met name uit afgeleid dat het naleven van die waarborg, die verband houdt met het beginsel dat de rechten van de verdediging moeten worden ontzien, met zich mee kon brengen dat de ambtenaar door de taaladjunct van de hiërarchische meerdere werd ondervraagd (2). De wetgever heeft aldus geoordeeld dat het beroep op een tolk de rechten van de verdediging minder goed beschermde dan het gebruiken van de taal die gesproken wordt door de ambtenaar tegen wie een tuchtvordering is ingesteld.

.../...

---

(1) De wijzigingen die artikel 15 van de wet van 23 december 1985 in artikel 23 van de wet van 15 juni 1935 heeft aangebracht, zijn overeenkomstig artikel 72 van de eerstgenoemde wet nog niet van kracht.

(2) Zie onder meer de arresten VAN COTTHEM, nr. 12.526, 13 juli 1967; VERCRUYSSEN, nr. 17.146, 9 september 1975 en nr. 17.650, 18 mei 1976; DE BECK, nr. 19.322, 11 december 1978; PECHON, nr. 19.397, 26 januari 1979.

Het zal bijgevolg zaak van de wetgever zijn om te oordelen of er aanleiding bestaat tot een beperking van de waarborgen betreffende het gebruik der talen in gerechtszaken, welke waarborgen zijn ingegeven door de wil om het in twee internationale akten ingeschreven grondbeginsel, namelijk het recht op een eerlijk proces, te eerbiedigen.

De redenen om huiverig te staan tegenover een beperking van het daadwerkelijk uitoefenen van de rechten van de verdediging in strafzaken zijn des te klemmender daar de verantwoording die er in de toelichting bij het wetsvoorstel voor wordt gegeven, niet dienstig is voor het nagestreefde oogmerk.

II. Als artikel 1 van het wetsvoorstel aangenomen werd, zouden het zesde en het zevende lid van artikel 14 van de wet van 15 juni 1935 als volgt geredigeerd zijn :

> "Het verzoek dient echter niet te worden ingewilligd wanneer wordt aangetoond dat de verdachte of beklaagde zijn studies heeft genoten in de taal van de rechtbank, wanneer hij voor het Vast Wervingssecretariaat een examen heeft afgelegd waaruit blijkt dat hij de grondige kennis bezit van de taal van de rechtbank, of wanneer hij als ambtenaar ingeschreven is op de taalrol die overeenstemt met de taal van de rechtbank, of nog wanneer het gaat om een openbaar mandataris die zijn ambt uitoefent in een plaats waarvan de wettelijke taalregeling het gebruik van de taal van de rechtbank voorschrijft.
>
> Onder studies wordt verstaan : een van de soorten onderwijs, gaande van het lager onderwijs tot enige vorm van hoger onderwijs, daarbij inbegrepen het gespecialiseerd erkend onderwijs indien die in de taal van de rechtbank werd genoten".

Deze bepalingen verdragen zich niet met de subjectieve rechten waarop de verdachte zich kan beroepen wegens de rechtstreekse toepassing van artikel 6, § 3, e, van het

Europese Verdrag en van artikel 14, § 3, f, van het Internationaal Verdrag. De rechtbank waarbij de strafvordering aanhangig wordt gemaakt, heeft immers tot taak om overeenkomstig de specifieke omstandigheden van de zaak na te gaan of de verdachte "de taal die ter zitting wordt gebezigd niet verstaat of niet spreekt". Geen enkel vermoeden dat ontleend zou zijn aan een taalkennis, getoetst naar aanleiding van bekwaamheden die buiten verband staan met de specifieke eisen van het onverkort uitoefenen van de rechten van verdediging in strafzaken, zou bindend kunnen zijn voor de rechter, die streng gehouden is om op die uitoefening toe te zien.

De afdeling wetgeving van de Raad van State concludeert dan ook dat het ontworpen artikel 14, zesde en zevende lid, onbestaanbaar is met de voormelde internationale bepalingen.

La chambre était composée de

Messieurs : H. ROUSSEAU, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

F. RIGAUX, assesseurs de la section de législation,

J. DE GAVRE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : R. DEROY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par Mme B. HAUBERT, auditeur adjoint.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. B. HAUBERT, adjunct-auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

R. DEROY. H. ROUSSEAU.